

Séance publique du 30 juin 2022
à 18h00

ROANNAIS
AGGLOMERATION

63, rue Jean Jaurès
42311 ROANNE

N° DCC 2022-086

Action culturelle

Convention Territoriale
d'Education aux Arts
et à la Culture
(CTEAC)
2022-2026

Nombre de conseillers	
En exercice	83
Présents	60
Pouvoirs	18
Pour	78
Contre	0
Abstention	0

La convocation de tous les membres en exercice du Conseil communautaire a été faite le **24 juin 2022**, dans les formes et délais prescrits par la loi.

Etaient présents :

Jean-Marc Ambroise - Christine Aranéo - Marcel Augier - Pierre Barnet - Isabelle Berthelot - Franck Beysson - Jean-Yves Boire - Romain Bost - Edmond Bourgeon - Laurence Boyer - Marie-Christine Bravo - Catherine Brun - Dominique Bruyère - Marie-France Catheland - Yves Chambost - Nicolas Chargueros - Christine Chevillard - Pierre Coissard - Patrick Collet - Sandra Creuzet - Marie-Laure Dana Burnichon - Hervé Daval - Jean-Paul Descombes - Pierre Devedeux - David Dozance - Catherine Dufossé - Christian Dupuis - Daniel Fréchet - Jacky Geneste - Gilles Goutaudier - Quentin Guillermin - Jean-Paul Heyberger - Guy Lafay - Sébastien Lassaigue - Christelle Lattat - Christian Laurent - Maryvonne Loughraieb - Adina Lupu Bratiloveanu - Muriel Marcellin - Jean-Luc Mardeuil - Eric Martin - Patrick Meunier - Pascal Muzart - Yves Nicolin - Mahdi Nouibat - Jade Petit - Marcel Peuillon - Éric Peyron - Anne Pilato - Serge Pralas - Vickie Redeuilh - Marie-Hélène Riamon - Clotilde Robin - Martine Roffat - Alain Rossetti - Sophie Rotkopf - Jacques Troncy - Denis Vanhecke - Gilbert Varrenne - Antoine Vermorel-Marques.

Certifié exécutoire	11 JUIL. 2022
Reçu en Préfecture	06 JUIL. 2022
Publié	11 JUIL. 2022

Etaient absents :

Absents	Ni pouvoir Ni suppléant	Suppléant	Pouvoir donné à...
Jean-Jacques Banchet			Romain Bost
Martine Barroso			Serge Pralas
Michelle Bouchet	X		
Jean-Luc Chervin			Isabelle Berthelot
Aimé Combaret	X		
Jean-Marc Détour			Quentin Guillermin
Christian Dorange			Catherine Brun
Annie Gerenton			Jean-Luc Mardeuil
Patricia Goutorbe	X		
Fabien Lambert			Jade Petit
Hélène Lapalus			Maryvonne Loughraieb
Franck Maupetit			Sandra Creuzet
Véronique Mouiller			Martine Roffat
Lucien Murzi			Catherine Dufossé
Nabih Nejjar			Pierre Barnet
Gilles Passot			Vickie Redeuilh
Philippe Perron			Christelle Lattat
Christophe Pion	X		
Didier Prunet			Laurence Boyer
Stéphane Raphaël			Daniel Fréchet
Jean Smith	X		
Corinne Troncy			Adina Lupu Bratiloveanu
Isabelle Valcourt			David Dozance

Secrétaire désigné avec l'approbation de l'assemblée pour la durée de la séance :
Jean-Marc Ambroise.

Vu la circulaire interministérielle n°2017-003 du 10 mai 2017 sur le développement d'une politique ambitieuse d'éducation artistique et culturelle dans tous les temps de la vie des enfants et des adolescents ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 avril 2022 portant statuts de Roannais Agglomération, et notamment la compétence facultative « action culturelle » ;

Vu la charte de l'éducation artistique et culturelle de 2017 définissant le cadre de coopération entre les différents acteurs, notamment l'Etat et les collectivités territoriales ;

Considérant que l'Etat a réaffirmé la primauté de l'éducation artistique et culturelle, prioritairement pour le jeune public, et de manière globale pour tous, comme facteur de construction et d'épanouissement ;

Considérant que la Direction Régionale des Affaires Culturelles Auvergne Rhône-Alpes, La Direction Régionale de l'Agriculture et de la Forêt, l'Education nationale, la Région Auvergne Rhône-Alpes, le Département de la Loire, Roannais Agglomération et la Ville de Roanne souhaitent unir leurs efforts, partager des objectifs et s'engager à construire une politique territoriale concertée concernant l'éducation artistique et culturelle à tous les âges de la vie sur le territoire de l'EPCI ;

Considérant que le développement de l'accès aux Arts et à la Culture au bénéfice des habitants de Roannais Agglomération implique la mobilisation de l'ensemble des acteurs institutionnels pour le développement d'un plan d'actions annuel autour d'objectifs communs ;

Considérant que cette démarche de développement de l'éducation artistique et culturelle s'envisage en priorité en direction des enfants et des jeunes, mais également pour tous les publics éloignés de l'offre culturelle ;

Considérant que la Culture et la pratique artistique jouent un rôle déterminant dans le développement des territoires, l'intégration sociale et l'émancipation de chacun et contribuent pleinement à développer une politique de démocratisation culturelle ;

Considérant que cette orientation repose sur trois fondements que sont la rencontre et la découverte d'artistes et d'œuvres artistiques, la pratique artistique elle-même et le développement d'une sensibilité artistique à des fins d'expression et d'ouverture au monde ;

Considérant qu'un plan d'actions annuel sera mis en place, approuvé par le comité de pilotage mis en place dans le cadre de cette convention territoriale CTEAC et financé conjointement par les signataires ;

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- approuve la mise en place d'une Convention Territoriale d'Education aux Arts et à la Culture 2022-2026 ;
- autorise Le Président ou son représentant ayant délégation à la signer ;
- autorise le Président ou son représentant à signer tout contrat ou convention qui interviendrait pour la mise en œuvre des actions prévues dans le cadre de la Convention Territoriale d'Education aux Arts et à la Culture.

Le Président,
Yves Nicolin,
Maire de Roanne

**CONVENTION TERRITORIALE D'EDUCATION AUX ARTS
ET A LA CULTURE 2022/2026**

Entre:

La Direction régionale des affaires culturelles Auvergne-Rhône-Alpes

La Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt

Auvergne-Rhône-Alpes

L'Académie de Lyon

Le Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes

Le Conseil départemental de la Loire

Roannais Agglomération

La Ville de Roanne

Entre :

La Direction régionale des affaires culturelles Auvergne-Rhône-Alpes (DRAC),
représentée par la préfète de la Loire, Madame Catherine SÉGUIN,
ci-après dénommée la **Direction régionale des affaires culturelles Auvergne-Rhône-**
Alpes (DRAC) ;

La Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRAAF),
représentée par le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt Auvergne-
Rhône-Alpes, Monsieur Michel SINOIR, ci-après dénommée la **Direction régionale de**
l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt Auvergne-Rhône-Alpes (DRAAF) ;

L'Académie de Lyon représentée par le recteur de la région académique Auvergne-Rhône-Alpes, recteur de l'académie de Lyon, chancelier des universités, Monsieur Olivier DUGRIP, **ci-après dénommée l'Académie de Lyon ;**

Le Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes, représenté par son président Monsieur Laurent WAUQUIEZ, **ci-après dénommé la Région ;**

Le Conseil départemental de la Loire, représenté par son président Monsieur Georges ZIEGLER, **ci-après dénommé le Département ;**

Et :

Roannais Agglomération, représenté par son président Monsieur Yves NICOLIN, **ci-après dénommé Roannais Agglomération ;**

La Ville de Roanne, représenté par son Maire Monsieur Yves NICOLIN, **ci-après dénommé La Ville de Roanne.**

La Direction régionale des affaires culturelles Auvergne-Rhône-Alpes, la Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt Auvergne-Rhône-Alpes, l'Académie de Lyon, le Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes, le Conseil départemental de la Loire, Roannais Agglomération, la Ville de Roanne ci-après dénommés ensemble « les parties »,

VISAS

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 121-1 et L. 121-6 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L. 1111-4 disposant que les compétences en matière de culture sont partagées entre les communes, les départements, les régions et les collectivités à statut particulier ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la Convention "Alimentation, Agri-Culture" du 23 septembre 2011, signée entre le ministère de l'Agriculture et le ministère de la Culture et de la Communication, réaffirmant notamment l'importance de l'éducation et des pratiques artistiques et culturelles vers les publics jeunes et adultes en milieu rural ;

Vu le décret n° 2013-77 du 24 janvier 2013 relatif à l'organisation du temps scolaire dans les écoles maternelles et élémentaires ;

Vu la circulaire N° 2013-095 du 11 mars 2013 instituant « le projet éducatif de territoire » ;

Vu la circulaire N° 2013-073 du 3 mai 2013 instituant « le parcours d'éducation artistique et culturelle » ;

Vu l'arrêté du 01-07-2015 instaurant « Le référentiel du parcours d'éducation artistique et culturelle » ;

Vu l'article 103 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi N°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine, stipulant la diversité culturelle et l'élargissement de l'accès à l'offre culturelle ;

Vu la Convention entre l'Etat, la Région Auvergne Rhône-Alpes et le Département de la Loire pour le développement de l'éducation artistique et culturelle 2022-2025 ;

Vu les conventions interministérielles passées avec le ministère de la Culture ;

Vu la délibération n°.....du Conseil régional du autorisant Monsieur le président du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes à signer la présente convention ;

Vu la délibération du Conseil départemental de la Loire duadoptant le schéma départemental des enseignements artistiques et de l'éducation culturelle et la décision de la commission permanente du ;

Vu la délibération n°.....du conseil communautaire du.....autorisant Monsieur le président de Roannais Agglomération à signer la présente convention ;

Vu la délibération n°.....du conseil municipal duautorisant Monsieur le Maire de la Ville de Roanne à signer la présente convention.

Dans ce cadre, entre les parties, il est exposé et convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Pour la Direction régionale des affaires culturelles Auvergne-Rhône-Alpes,

Le préambule de la Constitution de la République française de 1946 fait de la Nation le garant de « l'égal accès de l'enfant et de l'adulte à l'instruction, à la formation professionnelle et à la culture ». Cette responsabilité est partagée, dans un dialogue renforcé, par l'État et les collectivités territoriales (intercommunalités, départements et régions).

L'éducation artistique et culturelle est une priorité de la politique publique arrêtée par le président de la République. Elle doit permettre au citoyen, par l'expérience sensible des pratiques, par la rencontre des lieux, des œuvres et des artistes, par les investigations, de fonder une culture artistique personnelle, de s'initier aux différents langages de l'art et de diversifier et développer ses moyens d'expression. Elle favorise l'esprit critique, la créativité, l'intelligence collective et initie à la pratique du débat. Elle est un facteur déterminant de la construction de la personne.

Cette priorité réaffirmée à de nombreuses reprises doit être comprise comme un moyen de correction des inégalités sociales et territoriales d'accès et de participation aux arts et à la culture. Pour ce faire, les partenaires s'engagent à installer les conditions de la généralisation du parcours d'éducation artistique par une contractualisation avec les établissements publics de coopération intercommunale et s'engagent à mettre en œuvre « la charte d'engagement pour l'éducation artistique et culturelle ». Ils s'engagent également à mobiliser les dispositifs nationaux en la matière notamment le pass culture et les micro-folies.

Une grande distance existe encore entre les facilités que peuvent connaître les habitants des cœurs urbains des grandes métropoles et l'éloignement que connaissent encore beaucoup de périphéries urbaines ou territoires ruraux. Identifiées sur des critères objectifs, un certain nombre de communautés de communes péri-urbaines ou rurales constituent des territoires prioritaires pour une intervention concertée de tous les acteurs publics.

Pour la Direction régionale de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt Auvergne-Rhône-Alpes,

La DRAAF, autorité académique de l'Enseignement agricole, par le biais de son Service régional de la Formation et du Développement, accompagne les établissements d'Enseignement agricole dans la mise en œuvre des politiques publiques, non seulement dans le champ de l'éducation et de la formation, mais aussi dans la mission d'animation et de développement des territoires qui leur est confiée par le Code rural et de la Pêche maritime. Dans ces deux perspectives, la DRAAF s'engage à :

- Informer les chefs d'établissements, enseignants, formateurs et personnels des établissements de la convention et des partenariats et actions qu'elle permet ;

- Favoriser la référence à la convention et aux partenariats qu'elle engage dans les PADC (Projet d'animation et développement culture) des établissements d'enseignement agricole ;
- Identifier des interlocuteurs locaux dans les établissements d'enseignement agricole pour la mise en œuvre de la politique d'éducation artistique et culturelle, notamment via les enseignants d'Education socioculturelle spécifiques à l'enseignement agricole ;
- Promouvoir les projets pédagogiques pluridisciplinaires portés par les établissements autour de la culture et de l'éducation artistique et culturelle, associant d'autres acteurs du territoire (autres établissements scolaires, partenaires socio-économiques, autres publics...)

Pour la Région Auvergne-Rhône-Alpes,

Considérant sa politique culturelle régionale adoptée par l'Assemblée plénière du 29 juin 2017, qui fixe comme l'une de ses priorités l'accessibilité territoriale et sociale à la culture, et le soutien aux initiatives qui privilégient la transmission, l'éducation et le partage ;

Considérant l'accompagnement de la Région Auvergne-Rhône-Alpes aux projets concrets dans ses domaines de compétences ;

Considérant sa politique éducative en faveur des lycées et centres de formation des apprentis, dont l'objectif est d'offrir à chaque élève ou apprenti un parcours éducatif et culturel, à travers des rencontres, la découverte de spectacles ou d'expositions ou des temps de pratiques artistiques.

Considérant son engagement au titre des programmes FIACRE et Culture et Santé dont les objectifs sont de promouvoir une égalité d'accès à la culture, en portant une attention particulière aux populations exclues de toute offre culturelle ;

Considérant sa politique jeunesse, et en particulier le Pass'Région, qui favorise l'autonomie des lycéens et apprentis dans leurs choix culturels et facilite la réalisation de projets d'éducation artistique et culturelle.

Considérant sa politique en faveur du cinéma d'art et d'essai, et en particulier l'accompagnement des projets de médiation qui s'inscrivent dans une logique de territoire, dans le cadre de la convention Région/CNC,

La Région considère que la Convention Territoriale d'Education aux Arts et à la Culture est un outil pertinent et efficace, qui fédère des acteurs d'un territoire autour d'objectifs partagés, et s'engage à s'associer aux actions mises en place, selon ses priorités et ses modes d'intervention

Pour le Département de la Loire,

Considérant la politique culturelle du Département de la Loire : son Schéma des enseignements artistiques, sa politique en faveur du développement du livre et de la lecture dans les territoires ruraux, son soutien aux résidences d'artistes, son engagement auprès de la Maîtrise de la Loire, sa politique patrimoniale ;

Considérant sa politique éducative en particulier en direction des collégiens ;

Considérant sa politique jeunesse et sa politique sociale ;

Le Département est un partenaire naturel de la Convention Territoriale d'Education aux Arts et à la Culture.

Pour l'Académie de Lyon,

L'Académie de Lyon s'attache à :

- favoriser l'acquisition par les élèves d'une formation complète dans laquelle l'intelligence rationnelle et l'intelligence sensible favorisent leur créativité, élément fondamental de leur épanouissement et de leur réussite.

A ce titre, elle soutient, dans le cadre d'un appel à projets annuel, ceux visant l'acquisition des connaissances et des compétences du socle commun, ainsi que les projets articulant les trois piliers de l'éducation artistique et culturelle (la connaissance, la pratique artistique, la rencontre avec les œuvres et avec les artistes) prévus par la chartre de l'éducation artistique et culturelle. Les enseignements artistiques constituent un appui indispensable au développement de l'éducation artistique, culturelle et sensorielle.

- L'Académie de Lyon sera particulièrement attentive aux projets développés dans le cadre de la convention qui répondent à ses critères. Elle accompagnera les équipes dans la construction, le suivi et la valorisation de ces projets.

L'Académie de Lyon s'engage également à mutualiser ses outils et à ouvrir aux parties de la convention les commissions d'analyse pédagogique des projets.

L'Académie de Lyon peut participer au co-financement des projets sur la base de cette analyse pédagogique.

Pour Roannais Agglomération,

Roannais Agglomération regroupe 40 communes et totalise plus de 100 000 habitants, intégrant des secteurs urbains, périurbains et plus ruraux, dans un ensemble cohérent autour de la ville-centre.

Depuis 2013, date de sa création, elle dispose d'une compétence facultative action culturelle. Cette compétence a largement évolué depuis 2016, suite à une volonté de mise en cohérence et de développement d'une action culturelle sur l'ensemble de son territoire, qui s'inscrit dans la perspective de nourrir des partenariats entre les établissements culturels dépendant de la Ville et de l'Agglomération et les acteurs locaux, les professionnels de la culture, les institutions locales et nationales, pour rendre plus cohérente et lisible l'offre culturelle sur le territoire.

La compétence culture est donc une compétence récente de Roannais Agglomération et se décline à travers :

- La gestion directe d'un site localisé à Saint-Jean-Saint-Maurice, village de caractère, valorisant la filière Métiers d'art à travers une pépinière, une programmation culturelle et des événements réguliers.

- L'organisation d'un festival dans le domaine du spectacle vivant dédié au jeune public : Chouet Festival.
- Depuis le 1^{er} septembre 2016, la compétence Enseignement artistique avec un conservatoire musique – danse – théâtre et la mise en œuvre d'un réseau d'Enseignement artistique avec les écoles associatives de musique en proximité inscrites dans le schéma départemental des enseignements artistiques. Depuis 2017, le conservatoire inscrit son action dans une démarche d'éducation artistique et culturelle, intégrée au projet d'établissement, auprès de tous les publics. C'est une quinzaine d'artistes, au côté de musiciens intervenants, qui interviennent chaque saison au conservatoire et sur le territoire, principalement dans les établissements scolaires du 1^{er} et 2nd degrés et dans les structures sociales et médico-sociales. Chaque année une dizaine de projets sont mis en œuvre avec des artistes associés, selon une démarche inclusive et participative, visant à proposer à tous les habitants des actions d'éducation artistique et culturelle tout au long de la vie.
- Depuis le 1^{er} janvier 2019, la compétence Lecture publique. Roannais Agglomération s'est ainsi engagé à renforcer l'impact des médiathèques auprès de ses habitants en s'appuyant notamment sur une mise en réseau des médiathèques du territoire. Au sein d'un plan d'action prévoyant le développement des services, le maillage du territoire ou la réduction de la fracture numérique, l'éducation artistique et culturelle tient une place de choix. Qu'il s'agisse des médiathèques d'intérêt communautaires (Roanne et Mably depuis le 1^{er} janvier 2019, Le Coteau au 1^{er} janvier 2022) ou des bibliothèques municipales visées par le réseau, des projets d'éducation artistique et culturelle, portés par Roannais Agglomération, sont destinés à l'ensemble des habitants du territoire dans une démarche transversale allant du tout public des établissements de lecture publique à des publics spécifiques. Une attention est portée aux publics scolaires, structures médico-sociales, associations... Chaque année, sont ainsi élaborés des projets autour d'un thème fédérateur, qui sert de fil rouge à des parcours permettant aux habitants de rencontrer des artistes, découvrir des œuvres, fréquenter les médiathèques et pratiquer des disciplines artistiques. Pour ce faire, des résidences-missions et des ateliers sont confiés à des artistes, assortis d'une programmation et de médiations culturelles proposées par les bibliothèques et médiathèques en appui.

L'offre culturelle se trouve essentiellement en centralité. Peu de structures relais et d'artistes professionnels sont présents sur le reste du territoire. Les établissements scolaires du 2nd degré et du supérieur sont également concentrés en centralité. Aussi, les élus communautaires souhaitent réduire les inégalités d'accès aux arts et à la culture et faire de l'action culturelle un véritable levier de développement territorial. Leur ambition est d'impulser une politique attentive aux besoins des habitants du territoire et de faire de cette convention un outil d'éducation à la citoyenneté et d'émancipation. Chaque habitant pourra ainsi devenir acteur de son territoire et développer son esprit critique et sa propre créativité à travers les projets artistiques et culturels proposés.

La Communauté d'Agglomération souhaite joindre ses efforts à la Ville de Roanne et engager une vision commune, s'appuyant sur une direction de la culture mutualisée, qui favorise la transversalité entre équipements culturels intercommunaux et communaux, la circulation des publics et une dimension territoriale pour les événements culturels majeurs.

L'objectif de Roannais Agglomération, au côté de la Ville de Roanne, est ainsi de poursuivre le travail déjà mené dans le domaine de l'éducation artistique et culturelle, notamment par les établissements culturels, de façon à construire une démarche concertée, à renforcer la coordination culturelle et à structurer les projets culturels, notamment à destination du jeune public, à l'échelle de tout le territoire roannais tout en proposant des actions sur les bassins de vie prioritaires, adaptées aux attentes des habitants, en transversalité avec les autres politiques publiques portées par Roannais Agglomération.

Pour la Ville de Roanne,

Ville-centre, Roanne compte un peu plus de 34 000 habitants, comporte trois quartiers en politique de la ville et concentre l'essentiel de l'offre culturelle locale. Les élus communaux, convaincus que la culture joue un rôle déterminant dans le développement des territoires, l'intégration sociale et l'émancipation de chacun, ont mis en place en 2012 un Plan local d'éducation artistique et culturelle à destination des établissements scolaires du 1^{er} degré.

La Ville de Roanne, la DRAC et l'Académie de Lyon ont ainsi soutenu et financé jusqu'à présent des projets permettant d'offrir à chaque élève scolarisé à Roanne un parcours de découverte culturelle en favorisant la rencontre avec des œuvres, des artistes, des lieux culturels, avec une attention particulière pour les jeunes des quartiers politique de la ville et des zones d'éducation prioritaire.

L'objectif pour la Ville de Roanne est d'intégrer pleinement l'éducation artistique et culturelle dans les missions de ses équipements culturels, à savoir le musée Joseph Déchelette et le théâtre, de développer la fréquentation des lieux culturels de la ville dès le plus jeune âge, de mettre en œuvre des rencontres entre artistes et habitants et de développer la présence artistique.

La Ville de Roanne porte en direct deux établissements culturels et un festival d'animation :

- Le musée des Beaux-Arts et d'Archéologie Joseph Déchelette, labellisé Musée de France, conserve une collection encyclopédique embrassant la plupart des champs du savoir. Les collections de l'ancien écomusée du Roannais, liées à l'activité industrielle textile de la ville ont également rejoint les collections du musée. Actuellement engagé dans la refonte de son projet scientifique et culturel, il développe chaque année plusieurs projets d'éducation artistique et culturelle permettant une approche pluridisciplinaire des collections à destination d'une grande variété de partenaires et de publics (champs social, éducation nationale, publics empêchés, etc.). Le musée est aussi le cadre d'un développement des pratiques en amateur.

- Le théâtre de Roanne est labellisé scène départementale et régionale et fait partie du réseau Loire en Scène. Il propose chaque année une saison représentative de tous les arts de la scène, avec une affirmation de son rôle de scène de référence pour le théâtre et la danse sur le nord du département. Lieu de création pour les compagnies, il développe également avec des artistes associés une présence artistique forte au sein de ses murs et sur le territoire, avec des actions à destination des scolaires et structures sociales, afin d'œuvrer à la rencontre entre les artistes et les habitants.
- Ciné Court Animé est un festival international du court-métrage d'animation organisé chaque année par la Ville de Roanne. Durant le festival, de nombreuses séances scolaires sont proposées afin de permettre à tous de découvrir le cinéma d'animation en format court, un cinéma créatif et original. Ciné Court Animé propose également aux établissements scolaires et autres structures de les accompagner dans des projets d'éducation artistique et culturelle permettant la création de court-métrage d'animation avec des réalisateurs.

La Ville de Roanne s'attache plus particulièrement dans ce cadre à développer des projets d'éducation artistique et culturelle construits en lien avec les établissements et services culturels (théâtre, musée, Ciné Court Animé) et en partenariat avec :

- Les établissements culturels dépendant de Roannais Agglomération (médiathèques, conservatoire et La Cure),
- L'Espace Renoir, cinéma associatif art et essai disposant de 3 labels, qui porte les dispositifs Ecole et cinéma, Collège au cinéma et Lycéens et apprentis au cinéma,
- Les équipes artistiques présentes sur le territoire, en développant des temps de résidence et en favorisant leur implication pérenne et temporaire au sein de LeLABO, pôle de création artistique mis en place par la Ville pour l'accueil de structures spectacle vivant,
- Des associations culturelles présentes sur son territoire.

Dans ce contexte, il a été convenu ce qui suit :

Les parties conviennent des éléments suivants en faveur du développement de l'éducation aux arts et à la culture sur Roannais Agglomération et la Ville de Roanne.

ARTICLE 1 : OBJECTIFS GENERAUX

Les parties ont décidé de définir les termes de leur partenariat et leurs engagements respectifs dans le cadre d'une Convention Territoriale d'Education aux Arts et à la Culture.

Chaque signataire s'engage au regard de ses compétences à mobiliser ses ressources humaines et dispositifs d'intervention, dans une logique de parcours cohérent et concerté pour les participants.

Les objectifs poursuivis sont les suivants :

- **Coordonner les actions éducation artistique et culturelle (EAC) de l'ensemble des acteurs concernés sur le territoire et conforter les parcours d'EAC associant tous les temps de vie des enfants, des jeunes (temps scolaire, périscolaire et extrascolaire) et des adultes en :**
 - Déterminant les priorités et en organisant les modalités d'action,
 - Développant une synergie d'action à l'échelle de l'EPCI entre les politiques publiques,
 - Rapprochant la ressource artistique et culturelle,
 - Consolidant les projets EAC déjà portés par les établissements culturels sur le territoire,
 - Développant les projets pluridisciplinaires et l'accès à de nouveaux champs artistiques et culturels,
 - Promouvant la formation et en favorisant la professionnalisation des acteurs de l'EAC,
 - Constituant une culture commune entre les acteurs locaux,
 - Etablissant les conditions et les dispositions de l'extension et de la pérennité de ces parcours,
- **Densifier la présence et la permanence artistique sur le territoire en veillant à solliciter les équipes artistiques sur des médiations auprès des populations :** il s'agit d'augmenter le volume de l'offre artistique dans l'ensemble des communes afin que les habitants soient au plus près de la création, concernés et interpellés par le travail du sensible, quelles que soient les esthétiques choisies. Multiplier les rencontres entre amateurs et professionnels.
Dans ce cadre, développer notamment la présence artistique dans les bassins de vie éloignés de l'offre culturelle.
- **Conforter les acteurs éducatifs et sociaux dans leurs rôles culturels** de relais auprès des groupes et des personnes : appuyer l'action artistique et l'éducation culturelle sur les centres sociaux et autres structures qui reçoivent et connaissent les publics, notamment ceux qui sont les plus éloignés de l'offre artistique institutionnelle ou les plus fragiles...

- **Renforcer les liens entre les équipements culturels, les acteurs artistiques et culturels et les établissements scolaires et acteurs du champ social et médico-social.** Pour cela notamment généraliser la médiation et la pratique artistique dans tous les établissements scolaires du territoire et autres structures et développer la fréquentation des lieux culturels.
- **Fédérer les organisations actives en matière d'action artistique et culturelle et les accompagner** pour renforcer la dimension éducative par l'art et la culture : coordonner les interventions culturelles, en milieu scolaire, périscolaire et extra-scolaire, renforcer la logistique, fluidifier les relations entre les acteurs, donner un sens commun aux projets.

ARTICLE 2 : PERSONNES CONCERNEES

Habitants concernés : si l'action culturelle doit concerner l'ensemble des habitants du territoire à tous les âges de la vie, les parties conviennent de donner la priorité au jeune public (de la maternelle à l'université) en confortant les parcours d'éducation artistique et culturelle associant tous les temps de vie des enfants et des jeunes (temps scolaire, périscolaire et extrascolaire) et en intégrant dans la mesure du possible l'environnement familial.

Afin de répondre à l'enjeu de mixité des personnes concernées par les actions et de proposer aux individus des parcours culturels et artistiques tout au long de la vie, les projets intergénérationnels et participatifs, ainsi que la rencontre entre projets seront favorisés.

Des projets s'adressant aux habitants les plus éloignés des propositions artistiques et culturelles (notamment les habitants des territoires ruraux et de la politique de la ville) et à ceux connaissant des situations de fragilité (personnes âgées, en situation de handicap, hospitalisées, incarcérées.....) seront également mis en place.

ARTICLE 3 : CONSTRUIRE UNE APPROCHE TERRITORIALE CONCERTEE

Chaque signataire s'engage au regard de ses compétences à mobiliser ses ressources humaines et dispositifs d'intervention, dans une logique de parcours cohérent et concerté pour les participants.

Comme indiqué dans les conventions-cadres entre l'Etat, la Région et le Département, les parties conviennent d'une approche concertée à l'échelle du territoire de Roannais Agglomération, pour la mise en place et le développement d'actions en direction des publics, et dans tous les domaines artistiques et culturels.

Les acteurs culturels sont moteurs pour la construction de projets avec des acteurs socio-éducatifs (établissements scolaires, structures socioculturelles, collectivités) et constituent, par leur connaissance de l'environnement culturel et du territoire, des ressources pour proposer ou co-construire des projets.

De manière générale, la présente convention veillera à s'articuler avec les autres conventions couvrant le même périmètre en totalité ou en partie.

ARTICLE 4 : PROPOSITIONS POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'EDUCATION AUX ARTS ET A LA CULTURE

Il est proposé trois axes d'action :

- **Un programme de coordination** des actions EAC sur le territoire de Roannais Agglomération, en relation avec les politiques culturelles portées par certaines communes du territoire et avec les différents opérateurs, entre autres, avec les établissements culturels et les établissements scolaires. Ainsi travailler l'équité territoriale au niveau des propositions et consolider les programmations artistiques déjà portées par les établissements culturels et autres acteurs culturels ;
- **Des résidences d'artistes et autres professionnels (journalistes...)** de façon annuelle ou pluriannuelle qui irriguent l'ensemble du territoire et permettent une pratique artistique ;
- **Des actions de sensibilisation et de formation** des médiateurs, éducateurs, accompagnateurs et aidants sur l'éducation artistique et culturelle afin de démultiplier l'action artistique et culturelle et la pratique dans une logique de démarche participative et de mise en œuvre des droits culturels ;

ARTICLE 5 : GOUVERNANCE PARTENARIALE

La gouvernance de la Convention Territoriale d'Education aux Arts et à la Culture est régie par trois instances : le comité de pilotage, le comité technique et les rencontres de territoire. Ces trois instances sont réunies à l'initiative de Roannais Agglomération et la Ville de Roanne qui en assurent le fonctionnement, en relation avec l'ensemble des acteurs impliqués dans les actions.

▪ Comité de pilotage

Périodicité : une fois par an.

Objectif : le comité de pilotage impulse la politique partenariale de territoire et définit les orientations en cohérence avec les objectifs généraux et les politiques portées par chacun des parties. Il examine et réoriente le cas échéant :

- les partenariats montés pour la saison suivante dans le cadre du programme d'actions validé en comité technique,
- les budgets prévisionnels correspondants et la participation de chaque partenaire,

- la proposition de périmètre territorial prioritaire pour la saison suivante,
A l'issue de ce temps, les dossiers de demande de subvention seront élaborés et transmis par Roannais Agglomération aux parties si nécessaire en fonction des dispositifs à solliciter auprès de chacun.

Composition :

- pour la Direction Régionale des Affaires Culturelles : un ou des représentants,
- pour la Direction régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt : un de ses représentants, membre de l'équipe de direction d'un des établissements d'enseignement agricole du territoire,
- pour la Délégation Académique aux Arts et à la Culture de l'Académie de Lyon : un ou des représentants,
- pour la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale de la Loire : un ou des représentants,
- pour la Région : un ou des élus et un ou des représentants des services,
- pour le Département : un ou des élus et un ou des représentants des services,
- pour Roannais Agglomération : un ou des représentants des différentes politiques publiques concernées, la directrice générale adjointe à la Culture, le coordinateur de la convention, des membres de la commission culture et des membres d'autres commissions en fonction des axes prioritaires du programme d'actions,
- pour la Ville de Roanne : un ou des représentants des différentes politiques publiques concernées, la directrice générale adjointe à la Culture, le coordinateur de la convention, des membres de la commission culture et des membres d'autres commissions en fonction des axes prioritaires du programme d'actions,
- les structures culturelles, éducatives, sociales et médico-sociales locales, ainsi que la ou les compagnies en résidence pourront être conviées si leur venue permet d'étayer l'ordre du jour.

Peuvent être associés des représentants des autres services de l'Etat ou des organismes sociaux (CAF...).

A noter que les représentants élus peuvent être assistés par des agents en charge des dossiers.

Roannais Agglomération assure, avec le soutien des parties, le suivi des projets, en relation avec l'ensemble des acteurs impliqués dans les actions.

▪ Comité technique

Périodicité : deux fois par an, pour la mise en œuvre des orientations définies par le comité de pilotage et pour l'évaluation et le bilan des actions.

Objectif : Un comité technique réunit tous les techniciens du projet. Il est chargé d'assurer la partie opérationnelle de la présente convention et de mettre en œuvre les orientations définies par le comité de pilotage. Il est force de réflexion et de proposition pour maintenir une dynamique durable ; il veille à ce que les initiatives retenues concourent à l'accès de tous aux arts et à la culture. Il met en œuvre les objectifs à court et long termes et contrôle également le suivi et l'évaluation des actions.

Il est composé comme suit :

- pour la Direction Régionale des Affaires Culturelles : un ou des représentants,
- pour la Direction régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt : un de ses représentants, un ou plusieurs membres des équipes direction et équipes pédagogiques des établissements d'enseignement agricole du territoire, en particulier parmi les enseignants d'éducation socio-culturelle ;
- pour la Délégation Académique aux Arts et à la Culture de l'Académie de Lyon : un ou des représentants,
- pour la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale de la Loire : l'inspecteur départemental arts et culture, le conseiller pédagogique départemental arts et culture, un ou des représentants des chefs d'établissements scolaires du second degré, les inspecteurs de l'éducation nationale pour les circonscriptions (IEN), les conseillers pédagogiques généralistes pour les circonscriptions (CPC),
- pour la Région : un ou des représentants,
- pour le Département : un ou des représentants,
- pour Roannais Agglomération : un ou des représentants des services concernés, la directrice générale adjointe à la culture, le coordinateur de la convention, et un représentant de chacun des établissements et services culturels de Roannais Agglomération,
- pour la Ville de Roanne : un ou des représentants des services concernés, la directrice générale adjointe à la culture, le coordinateur de la convention, et un représentant de chacun des établissements et services culturels de la Ville de Roanne,
- un représentant des services culturels de la commune de Riorges et de la commune de Mably, ainsi qu'un représentant de la commune de Le Coteau, afin de croiser les actions avec leurs politiques culturelles,
- les structures culturelles, éducatives, sociales et médico-sociales locales seront représentées à minima par deux représentants de structures participants régulièrement aux rencontres de territoire (au moins une structure culturelle et une structure sociale, avec la possibilité que ces représentants changent chaque année),
- la ou les compagnies en résidence en fonction des travaux du comité technique,
- un ou plusieurs experts si nécessaire.

▪ **Rencontres de territoire**

Périodicité : Une rencontre globale aura lieu annuellement, d'autres rencontres pourront en découler.

Objectif : Ces rencontres de territoire peuvent être générales, thématiques, par projets ou en fonction des besoins identifiés. C'est un espace de concertation, et de co-construction des projets qui répondent aux orientations définies par la convention.

Une rencontre globale permettra de dresser le bilan de la saison écoulée, et de se projeter sur la saison suivante en amorçant la phase de constitution des projets. Cet espace permettra également d'identifier les besoins et de planifier les rencontres thématiques de territoire ou par projets.

Composition à adapter en fonction de l'ordre du jour :

- les membres du comité de pilotage et du comité technique sont invités à la rencontre de territoire annuelle globale mais cette rencontre de territoire peut se tenir en leur absence,
- pour la Direction des services départementaux de l'Éducation Nationale de la Loire : l'inspecteur départemental arts et culture, le conseiller pédagogique départemental arts et culture, les inspecteurs de l'éducation nationale pour les circonscriptions (IEN), les conseillers pédagogiques de circonscription (CPC) pour le 1^{er} degré, les personnels de direction des établissements scolaires secondaires ; les conseillers pédagogiques départementaux pourront être également sollicités selon les projets, un ou des représentants de Délégation Académique aux Arts et à la Culture (DAAC) de l'Académie de Lyon,
- pour la Direction régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt : la directrice régionale adjointe en charge de l'Enseignement agricole, le chargé de mission « Animation et développement culturels » du Service régional de la Formation et du Développement, les personnels de direction des établissements d'enseignement agricole du territoire, les enseignants d'éducation socioculturelle des établissements, en charge de l'enseignement artistique et culturel, et animation et du développement culturels des établissements,
- les structures du territoire dans toute leur diversité (culturelle, éducative, sociale...),
- les établissements et services culturels ainsi que la ou les compagnies en résidence,
- un ou des représentants de la commission culture de Roannais Agglomération et de la commission culture de la Ville de Roanne, les techniciens en charge des dossiers et le coordinateur de la convention,
- des représentants des autres services concernés de Roannais Agglomération et de la Ville de Roanne,
- un ou plusieurs experts si nécessaire et/ou représentant(s) des territoires voisins invité(s).

La composition pourra varier en fonction des thématiques ou projets abordés.

ARTICLE 6 : PROGRAMMATION FINANCIERE ET MOYENS CONSACRES AUX ACTIONS

Pour la DRAC :

Sur la base d'un co-financement, la DRAC contribue financièrement à la réalisation des actions décrites dans l'article 4 de la présente convention, celles-ci seront précisées et chiffrées dans le dossier de demande de subvention annuelle adressé par Roannais Agglomération et la Ville de Roanne. Le montant annuel sera fixé par arrêté attributif.

Pour la DRAAF :

La DRAAF aide à la mise en place du parcours d'éducation artistique et culturelle des apprenants de l'enseignement agricole en accompagnant la dynamique artistique et culturelle régionale, départementale et locale par l'animation des personnels et des établissements, et l'appui à la mise en œuvre des actions décrites dans le programme annuel de la présente convention dans les PADC des établissements d'enseignement agricole.

Pour cela, elle mobilise le chargé de mission « Animation et développement culturel du SRFD, ainsi que la participation active à la dynamique intra et inter-établissements des enseignants d'éducation socioculturelle via des décharges horaires dédiés à l'animation et au développement culturels. Via la mission d'animation et de développement des territoires confiée aux établissements d'enseignement agricole par le Code rural et de la Pêche maritime, et par l'approche pluridisciplinaire des enseignements, l'ancrage territorial des établissements et la pédagogie de projets dans et hors murs, cette ressource humaine représente une contribution tant d'ingénierie et de savoir-faire que de temps dédié.

Le PREA (Projet régional de l'Enseignement agricole) intègre la dimension culturelle des PADC locaux et associe ce volet culturel à une approche systémique du développement des citoyens et professionnels de demain.

La DRAAF, par le biais de son service FORMCO et du relai des actions des programmes de formation national et régional de l'Enseignement agricole, participe également à la formation des personnels (enseignants et formateurs, personnels de vie scolaire pour les temps hors cours) dans les champs des arts et de la culture, mais aussi de la lecture, de l'éducation aux médias et de l'éducation à la citoyenneté.

Pour l'Académie de Lyon :

La Délégation académique aux arts et à la culture (DAAC) et la direction des services départementaux de l'Education nationale (DSDEN) de la Loire aident à la mise en place du parcours d'éducation artistique et culturelle de l'élève en contribuant à la mise en œuvre des actions décrites dans le programme annuel de la présente convention auprès des écoles et établissements scolaires de ce territoire.

Pour ce faire, elles mobilisent ses ressources humaines d'ingénierie éducative et culturelle, dont les chargées de mission à l'action pédagogique et culturelle, les personnels d'encadrement (les IEN pour le premier degré et les personnels de direction pour le second degré), les conseillers pédagogiques de circonscription et départementaux, les chargés de mission de la DAAC et ses réseaux de professeurs référents.

La formation ainsi que le temps de travail des enseignants sont une participation financière importante pour la mise en œuvre de la présente convention. L'académie de Lyon (DSDEN, DAAC, EAFC) coordonne la mise en œuvre de la formation des enseignants. La formation des équipes enseignantes du premier degré est étudiée en fonction des besoins liés aux projets des écoles. En priorité, une journée de formation par année scolaire sera dédiée aux besoins liés aux actions portées par la convention et co-construite avec la DAAC, l'équipe de la circonscription et le coordinateur de la convention. Des formations concernant premier et second degrés sont possibles dans la mesure où celles-ci sont anticipées et s'inscrivent en cohérence avec le projet d'école pour le premier degré et le contrat d'objectifs tripartite pour le second degré. De plus, les formations dédiées prioritairement aux enseignants sont co-construites avec les parties de la Convention Territoriale d'Education aux Arts et à la Culture (CTEAC) et ont pour but de favoriser les rencontres et les partenariats en les ouvrant aux médiateurs culturels et autres acteurs de l'EAC.

Les établissements du premier et second degré sollicitent des aides financières suivant les modalités annuelles définies par le rectorat sous l'autorité de la DAAC (Déléguée académique aux arts et à la culture) et selon le calendrier décidé par le rectorat. Lors de la commission départementale, réunissant les demandes de financement DSDEN / DRAC / Département, les projets émanant des conventions territoriales EAC sont prioritaires.

Les projets et la politique culturelle choisis dans les établissements scolaires, articulés avec les actions de la présente CTEAC, sont des leviers stratégiques inscrits dans les contrats d'objectifs tripartites des établissements scolaires du second degré. Ils sont recensés dans l'Application Dédicée À la Généralisation de l'Éducation artistique et culturelle (ADAGE) pour faciliter leur évaluation et le pilotage territorial.

Dans la continuité du projet éducatif local (PEL) sur Roannais Agglomération, du projet éducatif de territoire (PEDT) sur la Ville de Roanne et la logique de bassin, les projets intergénérationnels et concernant tous les temps de l'enfant constituent une expérimentation innovante (complémentarité entre le temps scolaire et le temps péri ou extrascolaire). Ils sont donc particulièrement suivis par l'équipe accompagnatrice sur l'innovation et l'expérimentation des DSDEN.

Pour la Région

La Région Auvergne-Rhône-Alpes contribue à la réalisation des actions prévues dans la présente convention en mobilisant ses dispositifs de droit commun sous réserve de l'inscription au budget régional des crédits nécessaires. Chaque projet devra faire l'objet d'une demande de subvention déposée par la structure porteuse de l'action selon la procédure de chaque appel à projets et dans les conditions prévues au règlement des subventions adopté par délibération de l'Assemblée plénière du 22 septembre 2016.

Les interventions financées dans le cadre de cette convention devront répondre à la fois aux critères d'exigence artistique et à la prise en compte des habitants dans leur diversité et plus particulièrement des publics prioritaires pour la Région.

Pour le Département de la Loire

Le Département de la Loire contribue à la réalisation des actions prévues dans la présente convention en apportant son concours financier.

Le montant sera défini et attribué, sous réserve de l'inscription au budget départemental des crédits nécessaires, sur présentation d'un dossier de demande de subventions, des perspectives d'interventions pour l'année suivante, le cas échéant, du bilan de l'année précédente et des comptes annuels certifiés conformes accompagnés du rapport du commissaire aux comptes et du rapport d'activité de l'association. Par ailleurs, le Département de la Loire s'attache à faire converger sur le territoire de la présente convention, une partie de ses financements fléchés sur les dispositifs mentionnés en préambule, cela en cohérence et en complément du travail déjà réalisé par les structures et acteurs de Roannais Agglomération et de la Ville de Roanne.

Les interventions financées dans le cadre de cette convention devront répondre à la fois à un critère d'exigence artistique et à la prise en compte des habitants dans leur diversité.

Pour Roannais Agglomération et la Ville de Roanne

Roannais Agglomération et la Ville de Roanne contribuent financièrement à la réalisation des actions décrites dans l'article 4 de la présente convention. Le programme d'actions validé en comité de pilotage est décliné en partenariats avec chacun des opérateurs culturels concernés dans la limite et sous réserve du vote des crédits au budget correspondant.

Les deux collectivités effectuent l'ensemble des démarches nécessaires pour percevoir, le cas échéant, les contributions des différents financeurs parties de la présente convention et toute autre demande de financement complémentaire.

Roannais Agglomération et la Ville de Roanne ont pour cela créé un poste de chargé de coordination culturelle en charge de la coordination de la CTEAC. Les missions du coordinateur consistent à mettre en œuvre un programme d'actions concerté, construit et pluriannuel, répondant aux objectifs des partenaires parties en termes de développement culturel et d'accès à la pratique artistique.

ARTICLE 7 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention entrera en vigueur à la date de signature par l'ensemble des parties pour une durée de 4 ans soit du 8 juillet 2022 au 7 juillet 2026. Les actions inscrites dans le cadre de cette convention et commencées en 2026, pourront ainsi se dérouler jusqu'à la fin de la saison 2025/2026.

ARTICLE 8 : PROCEDURES MODIFICATIVES

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux de la convention.

Ces avenants feront partie intégrante de la présente convention et seront soumis à l'ensemble

des dispositions qui la régissent. Les modifications ne peuvent en aucun cas remettre en cause les objectifs généraux définis dans la présente convention.

La contribution ultérieure d'éventuelles nouvelles parties à la convention donne lieu à conclusion d'une nouvelle convention.

ARTICLE 9 : EVALUATION ET SUIVI

Un suivi et une évaluation des actions de la convention seront menés par le comité de pilotage et le comité technique à l'aide des outils co-construits par toutes les parties et qui seront transmis à la personne en charge de la coordination de la convention. Ils correspondront à des fiches bilan par action annuelle, une fiche bilan annuelle globalisée, ainsi que des tableaux de suivi permettant de saisir un certain nombre d'indicateurs qualitatifs et quantitatifs dont ceux issus de l'outil de pilotage ADAGE pour les établissements scolaires du territoire. Ces documents seront fournis à l'ensemble des parties au moins 10 jours avant le comité technique pour évaluer la mise en œuvre des programmes annuels et au moins 3 mois avant le dernier comité technique évaluant le bilan des quatre années de la présente convention. Dans ce cadre, les parties conviennent de se mettre d'accord lors du prochain comité technique sur les indicateurs qualitatifs et quantitatifs à retenir pour le suivi et le bilan de la présente convention.

ARTICLE 10 : COMMUNICATION ET INFORMATION

Chacun des supports de communication relatifs à la présente convention émanant des acteurs culturels, de Roannais Agglomération et de la Ville de Roanne devra mentionner :

- le soutien financier, matériel et humain de la DRAC, de la DRAAF, de l'Académie de Lyon, de la Région, du Département, de l'Agglomération et de la Ville et fera apparaître les logos et mentions de toutes les parties.
- les logos et mentions des autres parties de la présente convention en fonction des projets menés.

Roannais Agglomération et la Ville de Roanne fourniront aux parties, à leur demande, en conformité avec les dispositions du Code de la propriété intellectuelle, tous les documents utiles à la réalisation de supports de communication ou de manifestations destinées à la promotion des actions départementales, régionales ou nationales. Elles garantissent expressément aux parties l'exercice paisible des droits cédés et notamment qu'elles sont les seules propriétaires de tous les droits attachés à l'œuvre et qu'elles ont pleins pouvoirs et qualités pour accorder les droits cédés, et qu'elles n'ont et ne feront, par le fait d'une cession à un tiers ou par tout autre moyen, aucun acte susceptible de compromettre la cession de droits, ou susceptible d'empêcher ou de gêner la pleine jouissance par les parties des droits qui leur sont accordés par la présente convention.

ARTICLE 11 : RESILIATION

L'une des parties peut à tout moment mettre fin à la présente convention, en informant les

autres par lettre recommandée avec accusé de réception motivée. La résiliation prend effet après six mois à compter de la notification. Cependant, les parties s'engagent à exécuter leurs obligations respectives pour assurer l'achèvement des actions en cours.

Les parties peuvent également mettre fin à la présente convention par un accord amiable. Toutefois, les parties s'engagent à exécuter leurs obligations respectives pour assurer l'achèvement des actions en cours.

En cas de résiliation anticipée, un avenant règlera les conditions financières.

En cas de non-respect par l'une des parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles.

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle de la convention sans accord écrit, les parties peuvent demander le reversement de tout ou partie des subventions versées.

A défaut de résiliation amiable, les parties font application des dispositions de l'article 12 ci-après.

ARTICLE 12 : REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige survenant dans l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher un accord amiable.

Pour tout différend qui viendrait à se produire, en suite ou à l'occasion de la présente convention, qui n'aura pas pu être réglé à l'amiable, les parties déclarent faire attribution de compétence au tribunal administratif de Lyon, 110 rue Duguesclin, 69003 Lyon.

Fait à Roanne en sept exemplaires originaux, le

<p>Pour la DRAC, La Préfète de la Loire, Madame Catherine SÉGUIN</p>	<p>Pour la DRAAF, Le Directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt Auvergne- Rhône-Alpes, Monsieur Michel SINOIR</p>
--	--

<p>Pour l'Académie de Lyon, Le Recteur de la région académique Auvergne-Rhône-Alpes, Recteur de l'académie de Lyon, Chancelier des universités, Monsieur Olivier DUGRIP</p>	<p>Pour la Région Auvergne-Rhône-Alpes, Le Président, Monsieur Laurent WAUQUIEZ</p>
<p>Pour le Département de la Loire Le Président, Monsieur Georges ZIEGLER</p>	<p>Pour Roannais Agglomération, Le Président, Monsieur Yves NICOLIN</p>
<p>Pour la Ville de Roanne, Le Maire, Monsieur Yves NICOLIN</p>	